

LES TOUAREGS ET L'« ATLANTIDE DES SABLES » | TEMPS LONGS ET PERSPECTIVES GÉOPOLITIQUES



L'offensive de printemps du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) et de ses alliés, les islamistes d'*Ansar Dine*, a permis la conquête du Nord-Mali en quelques jours. Le 6 avril 2012, l'indépendance de l'Azawad était proclamée. Si les revendications des Touaregs s'inscrivent dans la longue durée, elles ne sauraient occulter les inquiétants problèmes géopolitiques de la région. Du point de vue des puissances occidentales, la priorité stratégique est la lutte contre le terrorisme et l'endiguement des logiques de chaos. De fait, le scénario d'une « afghanisation » du Sahara et d'une convergence des lignes dramaturgiques ne doit pas être négligé. Sur un plan plus général, la dislocation du Mali signifie la fin de l'ordre post-colonial en Afrique, alors même que les révoltes et séditions du Grand Moyen-Orient vont déjà en ce sens.

The spring offensive of the National movement for the liberation of Azawad (MNLA) and its allies, the Islamists of *Ansar Dine*, has permitted to conquest the North of Mali in just a few days. On 2012, April, the 6th, the Azawad's independency was proclaimed. The Tuareg's claims must be replaced in a long term history but they should not occult the most worrying geopolitical problems in that region. From the western power's point of view, the strategic priority is fighting against terrorism and containing the chaos logics. De facto, the "afghanisation" of Sahara and the dramatic lines that might converge must not be neglected. More generally, the dislocation of Mali means the end of the post-colonial order in Africa whereas the Greater Middle East's revolts and uprisings already go in that direction.

Cette note d'analyse reprend et approfondit l'article « Azawad : l'Atlantide des sables », publié dans *Afrique magazine*, n° 320, mai 2012.

Jean-Sylvestre MONGRENIER | Chercheur associé à l'Institut Thomas More

« Ce qui sauve, c'est de faire un pas. Encore un pas.
C'est toujours le même pas que l'on recommence. »

Antoine de Saint-Exupéry, *Terre des Hommes*

Au printemps 2012, l'offensive du Mouvement national de libération de l'Azawad (le MNLA) et de ses alliés, les islamistes d'Ansar Dine, aura permis la conquête du Nord-Mali en quelques jours. Le 6 avril, le MNLA pouvait proclamer la constitution de « l'État indépendant de l'Azawad ». Cette nouvelle donne dans l'espace sahélo-saharien n'est certainement pas réductible aux effets pervers entraînés par la chute de Kadhafi et le retour au Mali de mercenaires touaregs, après le pillage des arsenaux libyens. La visée doit être plus large. De fait, la revendication d'indépendance des Touaregs, un peuple aux racines historiques anciennes, s'inscrit dans la longue durée. Pour autant, la légitimité que l'Histoire confère au mouvement touareg ne saurait occulter les inquiétantes problématiques géopolitiques qui bousculent les grilles de lecture d'antan : le romantisme des « sables chauds » n'est point de mise.

| Des racines longues-vivantes

La question touarègue renvoie à celle des Berbères et au peuplement originel de l'Afrique du Nord dont le peuple touareg constitue une extension nomadisante dans l'espace sahélo-saharien. Du reste, les Berbères ont eux-mêmes de lointaines origines nomades. Ils sont en partie les descendants des Gétules de la proto-histoire – l'existence de ce peuple est évoquée par des textes égyptiens du XIV^e siècle avant Jésus-Christ -, l'origine de ce groupement ethnique remontant au III^e millénaire¹. Issus des oasis sahariennes, les Gétules sont des cavaliers et pasteurs se déplaçant vers le nord au fur et à mesure de la désertification. Ils fournissent ensuite des mercenaires aux Carthaginois, et ce dès la première « guerre punique » (264-241 av. J.-C.), puis des auxiliaires à Rome lors de la « guerre de Jugurtha » (111-105 av. J.-C.), avant d'être sédentarisés. Les peuples berbères apparaissent aussi sous d'autres noms dans l'Antiquité – Hérodote mentionne dans son « Enquête » les Garamantes² -, et ce sont les Romains qui les qualifient de « Barbares », un terme à l'origine de leur appellation générique. Les Berbères revendiquent aujourd'hui leur dénomination propre, celle d'*Imazighen*, le terme signifiant « Hommes libres ».

Les Touaregs sont donc les descendants de peuples libyco-berbères se repliant depuis le nord de l'Afrique par vagues successives. La dernier mouvement d'ensemble est intervenu il y a un millier d'années, lors des ultimes phases de l'arabisation-islamisation du Maghreb. Ils forment de lâches confédérations de clans et sous-clans dans le Sahara et ses prolongements sahéliens, soit un immense espace entre les « Arabes » (très souvent des Berbères arabisés, en fait) au nord et les populations du Soudan (le « pays des Noirs ») au sud, les Maures à l'ouest et les Toubous à l'est³. Ce peuple possède une langue, le tamasheq, ainsi qu'une écriture, le tfinagh. Les Touaregs sont à l'origine de Tombouctou, au nord-ouest de la grande boucle du fleuve Niger, une ville fondée au XI^e siècle. Ce comptoir marchand et esclavagiste est alors le point de départ des caravanes qui relient l'Afrique noire au Maghreb et constitue donc une étape essentielle des routes médiévales de l'or⁴. Si

¹ Dans sa description de la Libye, le terme renvoyant dans l'Antiquité grecque à la partie nord de l'Afrique, le géographe grec Strabon (vers 63 av. J.-C. - vers 20 ap. J.-C.) mentionne les Gétules comme « la plus puissante des nations libyques ». Cf. Strabon, *Géographie*, XVII, 3. Selon les préhistoriens, les Gétules seraient issus de la civilisation épipaléolithique du Caspien qui, de 6 800 av. J.-C. à 4 500 av. J.-C., recouvrait une partie de l'actuel Maghreb.

² Les Garamantes formaient un autre peuple libyco-berbère qui évoluait plus au sud, entre les Gétules et les Ethiopiens. Leur existence est mentionnée par Hérodote (484-420 av. J.-C.) dans son *Historiè* (« Enquête ») et, plus tardivement, par Tite-Live, Strabon et Virgile. Les Garamantes ont eux aussi fourni des mercenaires à Carthage.

³ Si les Maures sont des Berbères de l'ouest du Maghreb, les Toubous relèvent d'un autre groupement ethno-linguistique. Centrés sur le massif du Tibesti, dans le nord du Tchad, les Toubous sont présents dans le sud de la Libye, le sud-ouest d'Égypte et le nord-ouest du Niger. Ces populations parlent une langue nilo-saharienne. Elles sont elles aussi animées par des revendications autonomistes et/ou indépendantistes. Les Toubous du Tchad se sont opposés, avec le soutien militaire de la France, aux tentatives de Kadhafi d'étendre les frontières de la Libye au sud (voir les revendications kadhafistes sur la bande d'Aouzou dans les années 1980 et la mise sur pied à ces fins d'une « légion islamique »).

⁴ Ces routes reliant le « Soudan » ou « pays des Noirs » au Maghreb s'ouvraient ensuite sur la Méditerranée et l'Europe. L'or du Soudan mais aussi les plumes d'autruche, le bois d'ébène et d'ambre, la corne de gazelle ainsi que des esclaves (la « traite transaharienne ») étaient échangés contre des barres de sel, des métaux et ustensiles, des chevaux, des selles et de la maroquinerie, des cotonnades, du papier et du verre, entre autres produits. La prospérité de comptoirs comme ceux de Tindouf, Tombouctou et Gao reposait sur ce commerce. Du VIII^e siècle au XIV^e siècle, le Sahara constituait donc une importante aire de circulation dans l'histoire de l'Ancien Monde. Par la suite, le refoulement des royaumes chrétiens vers l'Éthiopie et la prise de contrôle de la vallée du Nil par les musulmans ont entraîné le détournement des routes de l'or du « Soudan » (au sens de « pays des Noirs ») vers l'Égypte et le Machrek. Par contre-coup, Portugais et Espagnols se sont lancés à la recherche de l'or le long des côtes atlantiques de l'Afrique amorçant ainsi les « Grandes Découvertes » (cette dynamique repose aussi sur des facteurs idéels et une mystique, avec la quête d'un paradis terrestre). Pour une approche d'ensemble de ces

la vielle de Tombouctou est un temps incorporée dans l'empire Songhaï (une entité politique centrée sur Gao et des populations de langue nilo-saharienne), puis dans la sphère de domination de « pachas » marocains, elle repasse ensuite sous le contrôle des Touaregs jusqu'à ce que les Français, en 1893, ne s'en emparent⁵.

| Une question géopolitique en suspens

C'est depuis l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest que les troupes françaises progressent au Sahara, non sans rivalités de corps et d'ambitions entre la cavalerie d'une part, l'infanterie de marine d'autre part. Un certain temps, les Touaregs bloquent l'accès au Sahara central et la Mission Flatters, en 1881, est anéantie par les Touaregs de l'Ahaggar, dans la région de Tamanrasset. Entre 1898 et 1900, la Mission Foureau-Lamy parvient à réaliser la jonction entre le Tchad et l'Algérie mais c'est vers 1905 que les Touaregs reconnaissent, plus ou moins, la souveraineté française sur le Sahara. Encore les soulèvements sont-ils réguliers, et ce jusqu'au cœur de la Première Guerre mondiale (on se souvient de l'assassinat par un Touareg de Charles de Foucauld, en 1916, et du soulèvement de certaines tribus qui a suivi). Du moins l'*imperium* français sur ce vaste « territoire-itinéraire » ne porte-t-il pas atteinte à leur mode de vie ancestral. La perspective de la décolonisation est autrement plus inquiétante. Aussi les chefs coutumiers touaregs de la boucle du Niger adressent-ils une « supplique » au Président français, le 30 septembre 1958, pour que leur spécificité ethno-culturelle soit prise en compte dans la géographie politique post-coloniale. Vainement.

De fait, la décolonisation est menée dans le cadre des frontières administratives héritées de l'Empire. Le processus transforme le Sahara et ses marges, espaces réticulés et fluides, en une aire morcelée entre les divers États post-coloniaux de la zone. Le peuplement touareg – entre deux et trois millions de personnes aujourd'hui –, est écartelé entre l'Algérie et la Libye au nord, le Mali, le Niger et le Burkina-Faso au sud. Les axes de transhumance sont coupés et les oppositions de type nomade-sédentaire sont aggravées par des tensions ethno- raciales au Sahel. Bien que les Touaregs se soient pour partie mêlés à leur environnement subsaharien, le clivage Noirs/Blancs et le fait esclavagiste sont très prégnants dans les représentations géopolitiques locales. Dès 1962, le nord-est du Mali est en proie à un soulèvement qui s'étend au Niger. La répression est aggravée par la sécheresse des années 1970-1980 et le Sahara algérien voit grossir les camps de réfugiés, non sans inquiétudes à Alger. En 1991, le renversement de Moussa Traoré par le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré et le passage à un régime civil laissent espérer l'autonomie du Nord-Mali. En dépit des accords de Tamanrasset, en 1991, le conflit s'amplifie. Un accord de paix est signé à Tombouctou, le 27 mars 1996, mais l'autonomie prévue reste lettre morte quant à l'essentiel. Le népotisme, la corruption et l'impuissance de Bamako permettent pas un tel saut. Élu président du Mali en 2002, réélu en 2007, Amadou Toumani Touré se désintéresse de la question et il ne s'engage guère plus dans la lutte contre l'islamisme⁶.

questions, on se reportera à Yves Lacoste, « Unité et diversité des déserts » ainsi que « Les grandes données géopolitiques au Sahara », deux essais publiés dans la revue *Hérodote* et repris dans *Paysages géopolitiques* (Le Livre de Poche, 1990).

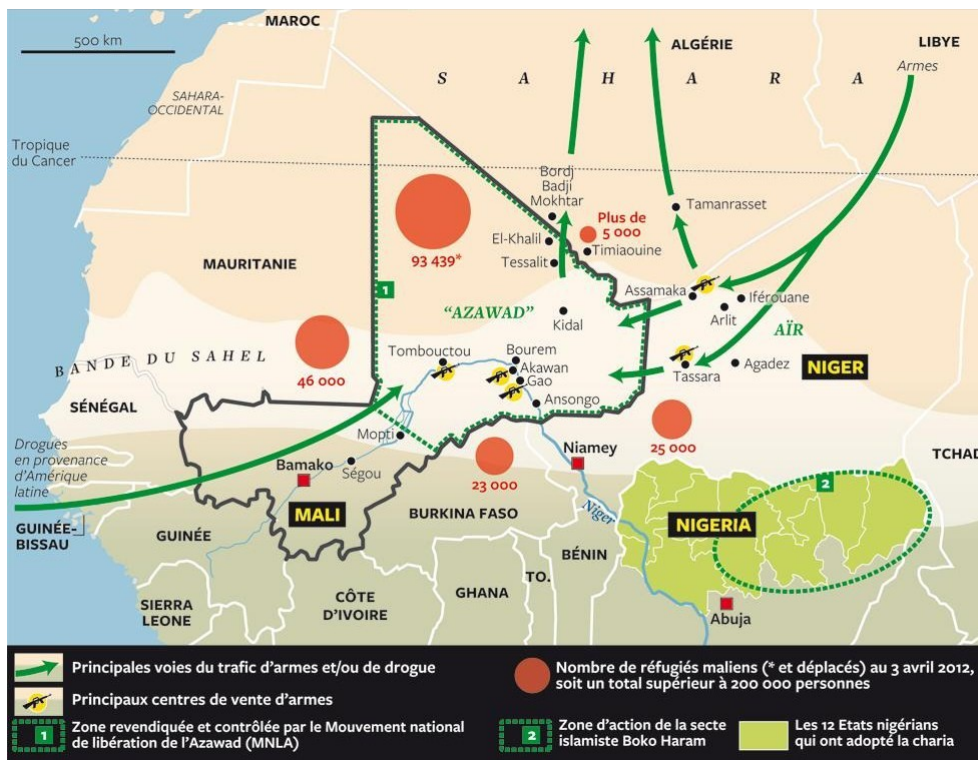
⁵ Située au nord-ouest de la boucle du Niger, Tombouctou est à plus d'un millier de kilomètres de Bamako (1071 km). L'appellation de cette ville signifierait « Le puits de Bouctou », du nom de la vieille femme chargée par les Touaregs, selon la légende, de garder les lieux pendant la période de transhumance. Il existe toutefois une étymologie songhaïe d'après laquelle Tombouctou signifierait « cavité », l'appellation renvoyant à l'assiette topographique de la ville (une cuvette entre les dunes). Ce campement touareg devient une ville qui émerge sur le plan historique aux XIV^e et XV^e siècles. Le grand voyageur musulman, Ibn Battuta, la visite en 1353. Tombouctou est renommée pour ses mosquées, son « université » islamique et ses multiples écoles coraniques. Au XV^e siècle, elle aurait compté jusqu'à 100 000 habitants. Lorsque le major anglais Gordon Laing (1826) puis le Français René Caillié (1828) se rendent à Tombouctou – Anglais, Français et ottomans se livrent alors à une « guerre de l'ombre » sur les confins méridionaux de l'Afrique du Nord –, la ville n'est plus que l'ombre de sa splendeur passée et elle regroupe à peine quelques milliers d'habitants. La relation de voyage de René Caillié (*Journal d'un voyageur à Tombouctou*, 1830) puis la visite de l'explorateur allemand Heinrich Barth, en 1853, contribuent à ériger « la ville aux 333 saints » (l'Islam de tradition soufiste pratique le culte des saints), ou encore « la perle du désert », en un lieu mythique pour des Occidentaux en quête de sacré. Dans la même veine, il faut aussi se reporter à Félix Dubois, auteur de « Tombouctou la mystérieuse » (1897). La ville est aujourd'hui classée au patrimoine mondial de l'UNESCO.

⁶ Amadou Toumani Touré considérait que la « guerre » contre AQMI n'était pas la sienne, ce qui a accru la liberté de mouvement de ce groupe. Au nord de la zone considéré, l'Algérie refuse toute immixtion directe et toute implantation de forces occidentales. La coopération militaro-sécuritaire française repose sur la Mauritanie, le Burkina-Faso et le Tchad. Les États-Unis sont aussi présents dans la zone. Toutefois, le territoire mauritanien n'offre pas une base d'action suffisante pour une lutte d'ensemble contre AQMI, moins encore depuis la perte totale de contrôle par Bamako du Nord-Mali.

| L'hypothèque islamiste

En 2006, malgré les accords d'Alger, l'insurrection reprend dans le nord du Mali et du Niger. Elle n'a cessé depuis sans que pourtant le bouleversement géopolitique de la zone ne soit réellement envisagé, dans toutes ses dimensions. Relancée en janvier 2011, la « guerre des sables » conduit le capitaine Amadou Sango et un groupe d'officiers subalternes, le 22 mars 2012, à se saisir du pouvoir à Bamako⁷. Ce rebondissement accélère les événements au Nord-Mali. Le MNLA et Ansar Dine⁸ (les « Partisans de l'Islam ») se saisissent des cercles de Kidal, Gao et Tombouctou. Le 6 avril 2012, le MNLA proclame unilatéralement l'indépendance de l'Azawad (le « Pays des pâturages »), un territoire de plus de 600 000 km². La perspective d'un État touareg, institué et reconnu, menace aussi bien l'Algérie, la Mauritanie et la Libye que les États des régions soudanaises. Appréhendée dans la longue durée, l'aire de peuplement touareg inclut différentes parties des territoires étatiques en question. Quand bien même la question de l'indépendance ne serait pas aussi pressante en Algérie⁹ ou dans le nord du Niger¹⁰, ne négligeons pas les enchaînements de causes et de conséquences qui, bien souvent, mènent au-delà des anticipations initiales.

Carte 1 | L'Afrique sahélienne en ébullition



Sources | UNHCR, *Le Monde diplomatique*, *Courrier international*

Plus largement, la percée de forces islamo-touarègues et les connexions d'Ansar Dine avec Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) inquiètent les puissances occidentales qui redoutent l'extension du front djihadiste régional¹¹. Aiguillés par l'Ivoirien Alassane Ouattara, les gouvernements de la

⁷ Cf. Annexe 1.

⁸ Ansar Dine est dirigé par Iyad Ag Gheli, Touareg du Mali qui a grandi à Tamanrasset avant de devenir l'un des chefs de la révolte touarègue de 1990-1991. Iyad Ag Gheli appartient à l'une des tribus les plus importantes de l'« Azawad ». Ces dernières années, il a joué un rôle clef dans diverses négociations autour de otages occidentaux enlevés par AQMI et d'autres groupes aux limites mouvantes. Dans l'intervalle, il aura été consul du Mali à Djeddah (Arabie Saoudite).

⁹ Cf. Annexe 2.

¹⁰ Cf. Antonin Tisseron, *Tension au Sahel : le Niger dans l'oeil du cyclone*, Institut Thomas More, 11 mai 2012.

¹¹ Le groupe islamo-terroriste AQMI est issu du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), en lutte contre l'Etat algérien dans les années 1990. Il est dirigé par l'Algérien Abdelmalek Droukdal, alias Abou moussab Abdel wadoud. Après avoir été « étrillé » par les services de sécurité algériens, le GSPC a basculé vers la zone Sahara-Sahel, principalement au Nord-Mali, dans l'Adrar des Ifoghas. En 2006, le GSPC se place sous la direction d'Al-Qaïda et prend le nom d'AQMI. Le nombre de combattants au sein des « *katibas* » (groupes de combattants) évoluerait entre 500 et 1000 individus selon les experts, sans compter les « occasionnels » qui viennent faire le coup de feu et tirent parti des divers trafics de la zone (l'émergence d'un « Islam mafieux » doit être prise en compte, sans que l'on puisse réduire la problématique à ses aspects strictement criminels). Dans le cadre des narcotraffics régionaux, AQMI bénéficierait de complicités avec des membres des services de sécurité et de renseignement du Mali comme de l'Algérie ainsi que dans l'administration des douanes.

Communauté des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont fait pression sur les militaires maliens pour qu'ils acceptent une « feuille de route », le président de l'Assemblée nationale, Dioncounda Traoré, assurant l'intérim d'ici la prochaine élection présidentielle¹². Reste que l'appareil d'État malien est miné par la corruption et son armée ne semble pas en mesure de se battre pour récupérer les territoires du nord. Quant à l'intervention militaire de la CDEAO, elle demeure hypothétique. Selon certaines analyses, une éventuelle rupture entre le MNLA et Ansar Dine ouvrirait la voie à une alliance avec l'indépendantisme touareg contre les diverses formes d'islamisme dans la zone sahélo-saharienne. A rebours de ce scénario, les deux mouvements rivaux ont annoncé, le 26 mai 2012, leur autodissolution et la création d'un « Conseil transitoire de l'État islamique de l'Azawad ». Les informations sont contradictoires mais AQMI pourrait être partie prenante de ce rapprochement¹³.

Carte 2 | Aire d'influence et d'opération d'AQMI



Sources | El País

| La « somalisation » du Sahara

Du point de vue des puissances occidentales, la priorité stratégique régionale est la lutte contre le terrorisme et l'endiguement des logiques de chaos. Dans l'establishment militaire français, d'aucuns expliquaient ces derniers mois, *mezzo voce*, qu'il fallait se retirer d'Afghanistan au plus vite pour pouvoir redéployer ses efforts sur le flanc sud de l'Europe. Au vrai, on ne sait si cette évaluation géopolitique a commandé la décision du nouveau président, les raisons mises en avant relevant plus du nihilisme pratique et du « chacun pour soi », tempérés par les réalités géopolitiques et logistiques du territoire afghan, que d'une grande politique d'auto-affirmation et de répartition des théâtres d'engagement entre les principales puissances occidentales.

¹² La CEDEAO a été fondée à Lagos (Nigeria) en 1975 et regroupe 15 États d'Afrique de l'Ouest. Dans les années 1990, la plus ancienne organisation régionale du continent africain cherche un second souffle à travers médiations diplomatiques et opérations de maintien de la paix. La CEDEAO a été partie prenante des processus diplomatiques au Liberia, en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire. L'engagement militaire dans le Nord-Mali présuppose que les États membres de la CEDEAO dégagent une forte volonté commune et des capacités d'intervention à distance, ce qui peut laisser sceptique l'observateur. Sur le strict plan capacitaire, le soutien logistique des puissances occidentales serait requis.

¹³ Le protocole d'accord, signé par Bilal ag Cherif, secrétaire général du MNLA, et, au nom d'Ansar Dine, par Alghabass ag Intallah, député de Kidal et l'un des responsables de la communauté des Ifogha, concrétise plus encore l'emprise des rebelles sur les deux tiers du Mali, dans ce vaste espace septentrional contrôlé depuis deux mois. Dans un communiqué transmis le 26 mai 2012 à l'AFP, Ansar Eddine et le MNLA "proclament leur autodissolution dans l'Azawad". " Les deux mouvements créent le Conseil transitoire de l'État islamique de l'Azawad ", indique l'accord. " Nous sommes tous pour l'indépendance de l'Azawad ", " nous acceptons tous l'islam comme religion ", le Coran et la Sunna sont " la source du droit ", précise le texte. Conformément aux objectifs d'Ansar Dine, la Charia s'appliquera dans l'Azawad. La création de "l'État islamique de l'Azawad " est donc le fruit d'un compromis entre le MNLA, mouvement séculier tourné vers la création d'un État touareg, et Ansar Dine qui a pour finalité initiale l'application de la Charia à la totalité du Mali. La composition et la direction de ce « conseil transitoire » sont en cours de négociation. Le rôle exact d'AQMI dans ce processus, via les liens avec Ansar Dine, est difficile à appréhender mais il est de fait que ce groupe islamo-terroriste renforce ses bases d'action dans la région. Le rapt d'otages occidentaux lui a permis de s'enrichir, des entrepôts de l'armée malienne, à Gao, sont tombés entre ses mains et le « no state's land » sahélo-saharien qui s'étend lui confère une plus grande latitude d'action. AQMI entretient aussi des liens avec des mouvements islamistes d'Afrique de l'Ouest (voir notamment Boko Haram, au Nigeria), eux-mêmes en liaison avec les Chabab de Somalie. Il existe bien des risques de réaction en chaîne depuis l'Atlantique jusqu'à la mer Rouge.

Il est pourtant évident que le scénario d'une « somalisation », voire d'une « afghanisation » du Sahara, et celui d'une convergence des lignes dramaturgiques – depuis la Mauritanie et les côtes atlantiques jusqu'à la mer Rouge et à la Corne de l'Afrique – ne doivent pas être négligés. Sur un plan plus général, la dislocation du Mali pourrait anticiper la fin de l'ordre post-colonial et la remise en cause des découpages frontaliers en Afrique, alors même que les révoltes et séditions du monde arabe jouent déjà en ce sens dans le Grand Moyen-Orient. Une certitude donc : ces diverses régions ne peuvent plus être abordées à travers la thématique d'un « pré-carré » que nul ne reconnaît à la France. Autre certitude : l'invocation du multilatéralisme onusien, en guise de politique étrangère, ne suffira pas à la tâche.

Jean-Sylvestre MONGRENIER



Annexe 1 | L'implosion du Mali

Le coup de force militaire à Bamako et la perte totale de contrôle du Nord-Mali, proclamé indépendant par le *Mouvement national de libération de l'Azawad* (le MNLA), ne sont pas des épiphénomènes de l'histoire africaine post-coloniale. Le Mali implose et si la CEDEAO (Communauté des États d'Afrique de l'Ouest) est à la manœuvre afin de contenir l'onde de choc, il sera difficile de redresser la situation. Ce sont des forces profondes qui travaillent ces espaces comme l'ensemble de la région.

Parfois présenté par des éditorialistes hâtifs comme un petit État enclavé, le Mali, dans ses frontières reconnues, correspond à un vaste ensemble géopolitique. Son territoire, disloqué de fait, s'étend sur 1 240 000 km² pour environ 15 000 000 d'habitants d'ethnies très diverses. Le Mali est en situation d'interface entre le Sahara et les régions soudano-guinéennes et ce territoire était autrefois le débouché des grandes routes transsahariennes par lesquelles transitait l'or du Soudan en contrepartie des produits du Bassin méditerranéen, marchands arabes et berbères contrôlant ce commerce. Ainsi l'actuel Mali se veut-il l'héritier de puissantes formations politiques du passé (« empires » du Ghana et du Songhaï). Dès le XI^e siècle, ces espaces comme l'ensemble du « *blad as-sudan* » (le « pays des Noirs ») sont pénétrés par la religion islamique.

Les régions soudanaises sont conquises par les Français à la fin du XIX^e siècle et regroupées dans la colonie du Haut-Sénégal-Niger (1904), l'une des composantes de l'AOF (Afrique Occidentale Française). Le territoire de la Haute-Volta (actuel Burkina-Faso) est ensuite ôté de cette colonie qui devient le Soudan français (1920). Lors de la décolonisation, en 1960, le Soudan français et le Sénégal sont un bref temps associés au sein d'une « Fédération du Mali » qui se révèle illusoire. L'ancien Soudan français devient alors la République du Mali. Ce nouvel État est traversé par un important clivage géographique nord/sud, tant sur plan physique qu'humain. Quand le Sud soudano-guinéen, peuplé de Noirs sédentaires, abrite la très grande majorité de la population, des pasteurs berbères, Touaregs et Maures, parcourent les immensités du Nord saharien.

La question touarègue et les impasses du socialisme qui prévaut à l'indépendance, sur fond de sous-développement, sont les ressorts de l'histoire et de la géopolitique du Mali actuel. Alors qu'à Bamako sévit le régime dictatorial de Moussa Traoré, de 1968 à 1991, le Nord-Mali connaît plusieurs insurrections touarègues. En 1991, le renversement de Moussa Traoré par le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré et le passage à un régime civil laissent espérer l'autonomie du Nord-Mali. Le népotisme, la corruption et l'impuissance de Bamako ne le permettent pas. Élu président en 2002 et réélu en 2007, Amadou Toumani Touré se désintéresse de la question touarègue. Relancée en 2011, la « guerre des sables » au nord conduit un groupe de militaires maliens - le capitaine Amadou Sango et des officiers subalternes -, le 22 mars 2012, à mener un coup d'État. Ce rebondissement accélère les événements au Nord-Mali. Le MNLA et Ansar Dine (les « Partisans de l'Islam ») se saisissent des cercles de Kidal, Gao et Tombouctou. Le 6 avril 2012, le MNLA proclame l'indépendance de l'*Azawad* (le « Pays des pâturages »), un territoire de plus de 600 000 km².

Aiguillés par Alassane Ouattara, le président ivoirien, les gouvernements de la CEDEAO font pression sur les militaires pour qu'ils acceptent une « feuille de route », le président de l'Assemblée nationale, Dioncounda Traoré, assurant l'intérim d'ici la prochaine élection présidentielle. Reste que l'appareil d'État malien est miné par la corruption et son armée n'est guère en mesure de se battre pour récupérer les territoires du nord. Quant à l'intervention militaire de la CDEAO, elle est des plus incertaines d'autant plus que cette organisation est aussi aux prises avec les effets du coup d'État intervenu entretemps en Guinée-Bissau.

Annexe 2 | Le Sud algérien et l'« Etat touareg »

L'indépendance effective de l'*Azawad* aurait d'importantes retombées pour l'Algérie dont la souveraineté s'étend sur toute la partie nord du Sahara. Aussi la réaction d'Alger consiste-t-elle en un mélange de circonspection, de prétention au rôle d'« honnête courtier » et de durcissement des frontières.

Il doit être rappelé que le Sahara algérien est une création française, le pouvoir de la régence d'Alger, à l'époque ottomane, ne s'étendant guère en profondeur et moins encore à ces latitudes. C'est pourquoi le sort du Sahara aura été l'un des « points durs » de la négociation entre De Gaulle et le FLN, les gisements d'hydrocarbures et le polygone nucléaire de Reggane rehaussant de surcroît la valeur stratégique et géopolitique de ces immensités. En 1961, Paris finit pourtant par admettre l'inclusion du Sahara dans le futur État algérien indépendant.

De ce fait, Alger est partie prenante des conflits géopolitiques sahélo-sahariens. Ces espaces ont d'abord été le champ d'expansion des ambitions algériennes, d'où le conflit avec le Maroc sur le Sahara occidental ainsi que l'opposition au projet d'« États-Unis du Sahara » promu par la Libye de Kadhafi. Au fil du temps, le Sahara est devenu une zone de risques et de menaces pour la sécurité algérienne. Chassés des régions littorales nord-africaines, les islamistes algériens y ont trouvé refuge pour fonder Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI). Afin de lutter contre l'insécurité, le Centre d'état-major commun opérationnel conjoint (CEMOC) est mis en place à Tamanrasset. Il associe l'Algérie, la Mauritanie, le Mali et le Niger.

Avec la formation d'un État touareg, la problématique d'ensemble prend une autre dimension. Sur le plan historique et ethnographique, l'espace touareg dépasse en effet le Nord-Mali pour englober - outre le Fezzan (Libye), le Niger du Nord et une partie du Burkina-Faso -, le sud du Sahara algérien. Ainsi Tamanrasset et le massif du Hoggar relèvent-ils de l'*Azawad*. Depuis les années 1970, le poids démographique des Touaregs y est renforcé par l'arrivée de populations ayant fui les sécheresses du Sahel malien (l'Algérie compterait une population de quelque 20 000 Touaregs). Significativement, Iyad ag Ghali, chef du groupe islamo-touareg *Ansar Dine*, a grandi à Tamanrasset. Si le MNLA limite ses revendications au Nord-Mali, la dynamique touarègue pourrait donc déborder sur le Hoggar. D'ores et déjà, l'enlèvement par un groupe islamiste de diplomates algériens en poste à Gao met en évidence le fait qu'Alger ne saurait s'abstraire de la situation générale.

D'une part, la diplomatie algérienne, tout en rappelant l'intangibilité des frontières du Mali, se pose en intercesseur entre Bamako et le MNLA. D'autre part, les effectifs policiers et militaires à Tamanrasset montent en puissance et les frontières-sud de l'Algérie sont verrouillées. Pourtant, les idées et les flux qui parcourent les immensités sahariennes se jouent des frontières. Alger ne pourra donc se détourner de son *hinterland* africain où les menaces sont grandissantes. Il semble d'ailleurs qu'une diplomatie secrète et tortueuse soit à l'œuvre dans les développements de la situation au Nord-Mali.